

# 2024-21138 Inspecteur-auditeur, chargé notamment des CJIP au DCAE de l'Agence Française Anticorruption H/F

## Informations générales

Statut	Publiée
Organisme de rattachement	Agence française anticorruption (AFA)
Date limite d'envoi des candidatures	31/03/2025
Documents requis pour postuler	Les dossiers de candidature doivent comporter un CV et une lettre de motivation accompagnés des 3 derniers comptes rendus d'entretien professionnel
Directions et Services	Agence française anticorruption (AFA)
Employeur	Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique (MEFSIN)

## Description du poste

Pays	France
Régions	Ile-de-France
Départements	Paris (75)
Lieu d'affectation	23 avenue d'Italie 13°
Domaine et métier	Organisation, Contrôle et Evaluation - Responsable de l'activité de contrôle
Intitulé du poste	Inspecteur-auditeur, chargé notamment des CJIP au DCAE de l'Agence Française Anticorruption H/F
Cotation RIFSEEP	Cotation 3
Versant	Fonction publique de l'Etat
Catégorie	Catégorie A (cadre)
Statut du poste	Vacant
Nature de l'emploi	Emploi ouvert aux titulaires et/ou aux contractuels
Descriptif de l'employeur	<p>L'Agence française anticorruption, comprend, outre une commission des sanctions, deux sous-directions et un pôle ressources.</p> <p>Elle assure des fonctions d'appui, de recommandation et de contrôle, et notamment elle :</p> <p>1° Apporte son appui aux administrations de l'Etat, aux collectivités territoriales et à toute personne physique ou morale en matière de prévention et de détection des faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics et de favoritisme ;</p> <p>2° Elabore des recommandations destinées à aider les personnes morales de droit public et de droit privé à prévenir et à détecter les atteintes à la probité ;</p> <p>3° Contrôle le respect de la mise en œuvre du dispositif anticorruption que doivent adopter les entreprises employant au moins 500 salariés et dont le chiffre d'affaires est supérieur à 100 M€, ainsi que les administrations de l'Etat, les collectivités territoriales, leurs établissements publics et sociétés d'économie mixte, les associations et fondations reconnues d'utilité publique.</p> <p>L'agence est chargée d'exercer les attributions prévues aux 3° et 4° de l'article 3 et au III de l'article 17 de la loi du 9 décembre 2016.</p>
Descriptif de l'employeur (suite)	<p>La convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) est une mesure alternative aux poursuites instituée par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi « Sapin 2 ». Applicable aux personnes morales mises en causes pour des faits d'atteintes à la probité, la CJIP a pour effet d'éteindre l'action publique si la personne morale mise en cause exécute les obligations auxquelles elle s'est engagée dans la convention. Elle peut notamment prévoir la mise en œuvre, sous le contrôle de l'AFA, d'un programme de mise en conformité de ses procédures de prévention et de lutte contre la corruption, pour une durée maximale de 3 ans. En vertu de l'article 8 du décret n° 2017-329 du 14 mars 2017 relatif à l'Agence française anticorruption, l'AFA peut recourir à cette fin à des experts et personnes qualifiées, dès lors qu'ils ne sont pas en situation de conflit d'intérêts avec les entreprises signataires</p>

Description du poste	<p>des CJIP.</p> <p>Placé sous l'autorité du chef de département et de son adjoint, l'inspecteur-auditeur intégrera une équipe de 15 agents (3 cadres A+ et 12 cadres A).</p> <p>Il effectuera, dans le respect des délais impartis et conformément aux procédures de l'AFA, les contrôles décrits ci-dessus.</p> <p>Au sein de l'équipe de contrôle, le titulaire du poste aura pour principale mission de participer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ à l'ensemble des typologies de contrôle réalisées par le département ;</li> <li>◦ à la rédaction du rapport de contrôle qui présente les observations sur l'existence d'un dispositif anticorruption mis en place au sein de l'entité contrôlée, en apprécie la qualité et l'efficacité et formule des recommandations ;</li> <li>◦ au suivi des modalités d'envoi du rapport en liaison avec le bureau d'ordre ;</li> <li>◦ à la participation à la préparation des signalements éventuels aux autorités de poursuite des faits détectés lors du contrôle qui sont susceptibles de constituer une infraction pénale.</li> <li>◦ A la conduite des contrôles d'exécution dans le cadre du contrôle des programmes de mise en conformité prononcés à l'occasion de conventions judiciaires d'intérêts publics (CJIP)</li> </ul> <p>Cet emploi est ouvert aux agents titulaires et aux agents contractuels.</p>
Conditions d'exercice particulières	<p>Des déplacements pourront être réalisés (en France métropolitaine).</p> <p>Ce poste est éligible au télétravail dans les conditions réglementaires applicables à la fonction publique d'Etat.</p>
Description du profil recherché	<p>De formation supérieure Bac +5 ou équivalent dans le domaine de l'audit, de la gestion du risque, du droit ou de l'éthique et de la conformité, vous justifiez a minima d'une première expérience significative dans le domaine de la conformité, du conseil et/ou de l'audit, dont impérativement une expérience relative à la mise en œuvre de la loi dite Sapin 2.</p> <p>Pour réaliser vos missions, vous êtes en capacité de vous appuyer sur votre connaissance des méthodes d'audit et de contrôle anticorruption, qui englobent l'analyse de documents, la conduite d'entretiens et la réalisation de tests par échantillonnage, dont comptables.</p> <p>Doté(e) d'un excellent relationnel et d'une grande capacité d'organisation et de communication, vous êtes capable de gérer, simultanément, plusieurs opérations de contrôle.</p> <p>Au-delà de vos compétences techniques, vous savez faire preuve de rigueur et d'adaptation et avez de bonnes capacités de synthèse, d'analyse et d'écoute.</p> <p>Vous avez une appétence au travail d'équipe et à la réussite collective.</p>
Temps Plein	Oui

## Compétences candidat

Compétences	<p>CONNAISSANCES - Langues, CONNAISSANCES - Méthodes et techniques de contrôle, SAVOIR-FAIRE - Auditer, SAVOIR-FAIRE - Contrôler, SAVOIR-FAIRE - Rédiger, SAVOIR-FAIRE - Travailler en équipe, SAVOIR-ÊTRE - Avoir l'esprit d'équipe, SAVOIR-ÊTRE - Esprit d'initiative, SAVOIR-ÊTRE - Être autonome</p>
Niveau d'études min. souhaité	Niveau 7 Master/diplômes équivalents
Niveau d'expérience min. requis	Confirmé
Langues	Anglais (Maîtrise)

## Informations complémentaires

Fondement juridique du recrutement	Art. L332-2, 1°
Télétravail possible	Oui
Management	Non

## Renseignements et contact - Note : les candidatures se font obligatoirement depuis l'application

Date de vacance de l'emploi	17/12/2024
Personne ou service à contacter pour obtenir plus d'informations sur l'offre	Mme Marie MALLARD, Chef du département du contrôle des acteurs économiques marie.mallard@afa.gouv.fr

## Suivi RH

Responsable principal	Laurent BARNAUD
Suivi BRH et SRH (rattachement de l'offre au portefeuille)	2B secteur A BALF
Alertes email candidatures	Toutes les candidatures
Récepteurs des alertes candidatures	Laurent BARNAUD
Date de début de publication par défaut	17/12/2024
Date de fin de publication par défaut	31/03/2025